

(1)
(N° 257)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 15 MAI 1924.

Proposition de loi concernant les conditions de l'électorat provincial (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2),
PAR M. DE WOUTERS D'OPLINTER.

MESSIEURS,

La question de l'électorat provincial occupe très vivement en ce moment, non seulement le Parlement, mais tous les Belges qui s'intéressent à l'évolution de notre politique intérieure, et chacun sait s'ils sont nombreux ! L'électorat féminin est cette fois en jeu, ce qui attire vers nos débats l'attention passionnée de nos gracieuses concitoyennes.

Déjà les polémiques sont vives, aussi, plus que jamais votre Rapporteur doit se borner à résumer objectivement les discussions qui se sont produites dans les différentes sections et à la Section centrale.

Une première constatation s'impose : le principe du droit de vote des femmes n'est plus guère mis en cause. Il est, d'ailleurs, en train de faire son tour du monde. Sur tous nos bancs on en compte des partisans convaincus. Il est notoire qu'il réunit la sympathie de la majorité de la Chambre.

Il ne pourrait guère se comprendre qu'il en fut autrement. Des discussions théoriques ont été instituées dès longtemps sur le point de savoir si le droit au vote était une fonction publique accessible aux plus capables seulement, ou un droit inhérent à la qualité de citoyen.

Notre législation électorale a évolué progressivement du premier vers le second de ces systèmes. Dès la première revision de la Constitution, en 1893, le Parlement a consacré le suffrage universel. L'électorat censitaire a disparu avec le principe qui l'inspirait et le Parlement a repoussé également l'électorat capacitaire qui n'eut été qu'une simple évolution de notre régime électoral, instituant les catégories de citoyens privilégiées sur des bases plus larges et plus

(1) Proposition de loi, n° 152.

(2) La Section centrale, présidée par M. TIRBAUT, était composée de MM. DE WOUTERS D'OPLINTER, RENKIN, DELATTRE, DE BUE, CARTON DE WIAET, JOUREZ (LÉON).

démocratiques. Dès lors il apparaissait que le suffrage plural n'était qu'un stade intermédiaire, dans la marche vers une réforme plus radicale, qui fut en effet réalisée par la revision de 1921. La constituante a voulu le suffrage universel pur et simple. Tôt ou tard, on aboutira à la solution complète : l'admission des femmes à l'électorat au même titre que les hommes. On peut certes regretter cette conséquence de notre adhésion au principe du suffrage universel, mais force nous est de constater, avec l'Exposé des motifs, qu'elle est logique et que c'est là le seul moyen d'assurer le fonctionnement du *suffrage effectivement universel*.

*
* * *

L'examen détaillé des motifs invoqués en Section par les adversaires du projet de loi qui est soumis à nos délibérations, nous amène à constater qu'aucune objection fondamentale n'a été faite à l'admission des femmes à l'électorat. C'est à peine si l'on peut relever l'affirmation, qui a été émise, que les femmes ne désiraient pas devenir électeur et que, dès lors, il n'y avait pas lieu de leur offrir spontanément, comme une faveur, un droit dont elles se soucient fort peu. On a dit aussi que la femme subirait plus facilement que l'homme certaines influences qui fausseraient son vote. Votre rapporteur ne discute pas, il se borne à signaler.

Pour le surplus, tous les arguments qui ont été produits sont des arguments qui visent seulement l'opportunité du projet.

Pour la plupart des opposants celui-ci est prématuré. L'accession des femmes au droit de suffrage doit, d'après eux, se faire par étape, afin de donner au corps électoral féminin une préparation politique qui lui manque actuellement. Au fond, cette opinion est partagée par bien d'autres de nos collègues qui n'y ont pas vu un motif de rejeter le projet de loi, bien au contraire. Il leur semble, en effet, que la loi, actuellement en discussion, trouverait tout naturellement sa place entre l'électorat communal en vigueur depuis quatre ans et l'électorat législatif féminin dont le texte même de l'article 47, nouveau, voté par la constituante de 1921, fait prévoir l'établissement. La longueur des étapes jugées nécessaires n'a rien d'absolu et peut être différemment appréciée par chacun de nous.

On a exprimé aussi la crainte de voir des conflits s'élever entre les deux Chambres, l'intervention des femmes pouvant amener, indirectement au Sénat, une majorité différant d'opinion avec la Chambre sur des questions importantes. A cette remarque il a été répondu que, dès à présent, le corps électoral du Sénat n'est pas le même que celui de la Chambre (sénateurs provinciaux et sénateurs cooptés). Cette différence a été voulue. La diversité des conditions d'éligibilité prête d'ailleurs aux mêmes objections, elle existe cependant dans notre constitution depuis la fondation de notre indépendance ; jusqu'à présent nous n'avons vu s'élever aucune difficulté grave. La possibilité de divergences de vue entre le Sénat et la Chambre est bien conforme à l'esprit de nos institutions. Elle est l'essence même du fonctionnement normal d'un parlement composé de deux Chambres. Vouloir supprimer d'une manière absolue cette éventualité, ce serait réduire le rôle du Sénat à l'enregistrement pur et simple des décisions de la Chambre des Représentants.

A maintes reprises, on a signalé aussi au cours des discussions des sections que le projet de loi n'aurait pas dû être déposé et ne devrait en tous cas pas être discuté dès les premières semaines d'un Gouvernement qui s'est établi sur un programme de restauration économique à l'exclusion des questions politiques ou autres qui sont considérées comme ayant un caractère irritant. C'est un point délicat sur lequel la Section centrale n'a pas à se prononcer. Pour en juger en connaissance de cause il ne faudrait cependant pas oublier que la loi de 1921 n'est valable que pour les élections provinciales qui l'ont suivie immédiatement. Nous sommes actuellement sans législation sur la matière, ce qui pourrait éventuellement avoir pour conséquence d'entraver l'usage de la prérogative royale de dissolution du Parlement. Et puis, de toute manière, la Chambre doit régler l'électorat provincial avant les élections de 1925, et ce en temps utile pour permettre la confection des listes électorales quelles qu'elles soient. L'élaboration de ces listes, si l'on tient compte des délais normaux, devrait commencer en juin prochain.

L'idée a été exprimée qu'il eût été préférable de laisser le Gouvernement prendre l'initiative de ce projet, mais il est bien évident que cette procédure n'eût changé en rien le caractère du débat. Il n'est, en effet, pas douteux que si le vote des femmes avait été écarté de la formule gouvernementale un amendement aurait été déposé par les partisans de cette réforme.

De toute façon, le débat était inévitable. Il est inutile d'insister, dès lors, sur les engagements qui ont été pris en 1921 et qui suffisent à légitimer, et le dépôt du projet de loi, et l'espoir que nourrissent ses partisans de lui voir réunir une majorité. L'Exposé des motifs donne à ce sujet des indications très précises. En 1921, les partis se sont trouvés unanimes pour déclarer que la question du vote des femmes à la province serait discutée avant les élections de 1925. La Chambre a, dès lors, le devoir de la porter à son ordre du jour.

Parmi les opposants il en est un certain nombre qui n'ont pas caché que leur vote était influencé par la perspective des avantages électoraux importants que la loi nouvelle pourrait, à leur avis, procurer à l'un ou l'autre parti. Votre Rapporteur n'eût pas cru devoir mentionner cet argument s'il ne lui avait paru utile de signaler que, dans toutes les sections et même au sein de la Section centrale, on a indiqué l'adoption du système de la représentation proportionnelle pour l'élection des Députations permanentes des Conseils provinciaux comme un palliatif efficace aux inquiétudes qui viennent d'être mentionnées. Ceci dit à titre d'indication, car il appartient à la Chambre seule de régler ses débats. Elle est, en effet, saisie depuis quelque temps déjà d'un projet de loi instaurant cette réforme.

En sections le projet de loi a recueilli 78 votes affirmatifs, contre 54 votes négatifs et 1 abstention. Quatre sections l'ont accueilli favorablement.

La Section centrale a également adopté le projet de loi par 5 voix contre 2.

Le Rapporteur,
FERNAND DE WOUTERS.

Le Président,
ÉM. TIBBAUT.

NOTE

Le soussigné, membre de la minorité de la Section centrale, croit devoir faire observer, pour les raisons indiquées ci-après, que c'est beaucoup moins le fond même de la question du vote féminin provincial qu'il y a lieu d'envisager pour l'instant, que l'opportunité de provoquer, en ce moment et à l'occasion de celle-ci, un débat parlementaire.

Lorsque fut constitué le Ministère actuel qui se présenta devant les Chambres le 18 mars dernier, M. le Premier Ministre fit, au nom du Gouvernement, une déclaration dont les premières phrases doivent retenir l'attention et qu'il semble indispensable de reproduire ici : « Le Gouvernement qui se présente devant vous, disait M. le Premier Ministre, s'est constitué à un moment où le Pays se trouve en face des difficultés les plus graves rencontrées depuis l'armistice. Aussi, est-ce pleinement conscients des obstacles à affronter que nous vous proposons d'écarter toute question qui irrite ou divise pour vous consacrer exclusivement aux intérêts nationaux indiscutables et urgents... » et il ajoutait : « Il est des heures où la tolérance réciproque, l'union de toutes les bonnes volontés sont un devoir... ! »

Étant donné les circonstances présentes l'on n'aurait pu mieux dire.

Or, les problèmes politiques au sujet desquels des divergences de vue profondes se font jour au sein des assemblées délibérantes, sont généralement des problèmes qui provoquent des discussions passionnées, irritent et divisent ; et l'on ne pourrait raisonnablement concevoir que la question relative au suffrage féminin n'est pas une question irritante.

Dans le parti libéral notamment, sous réserve de certaines déclarations favorables au vote féminin provincial émises naguère par quelques mandataires et rappelées aux présentes, les uns estiment que, dans leur ensemble, à l'exception toutefois de quelques dames féministes qui apportent à la revendication du droit de prendre part aux élections à tous les degrés une admirable ardeur, les femmes sont en majorité adversaires du droit électoral ou, tout au moins, professent à l'égard de celui-ci une parfaite indifférence. Ils croient d'ailleurs que les pétitions féminines adressées au Parlement et tendant à ce que le droit de participer aux élections d'ordre politique soit octroyé aux femmes, étant donné la complaisance habituelle avec laquelle les signatures sont accordées à ceux qui les sollicitent, ne prouvent ni l'existence d'un mouvement féminin sérieux ni la volonté spontanée de la grande masse des femmes d'obtenir ce droit.

D'autres pensent que l'élément féminin n'a pas été, jusqu'à l'heure actuelle, suffisamment préparé à la gestion des affaires publiques ; d'autres encore craignent, au point de vue de la sincérité des scrutins, le résultat pernicieux des influences presque inévitables qui environneront la femme électrice. Enfin, beaucoup croient à l'existence simultanée de tous ces graves inconvénients et ils

pensent, sans faire cependant au droit électoral féminin une opposition de principe, qu'il serait prématuré pour la législature de le concéder.

D'autre part, il faut noter, qu'en vertu de notre Constitution, les membres de la Chambre des Représentants et les membres du Sénat sont élus par le même corps électoral, composé du suffrage universel des hommes. Si l'on admet que les femmes pourront élire des conseillers provinciaux et éventuellement renverser, ainsi que certains l'espèrent, la majorité actuelle de tel ou tel conseil provincial, il en pourra résulter qu'un certain nombre de sénateurs élus par les conseils provinciaux pourront apporter, à l'un des partis de la Chambre haute, la majorité absolue, alors qu'à la Chambre des Représentants il n'existera aucune majorité. Quelle source de conflits inextricables ne jaillira-t-il pas d'une telle situation parlementaire? Ne trouve-t-on pas que déjà la tâche du Gouvernement soit assez difficile et ingrate? Veut-on, en ce faisant, affaiblir encore une autorité et un prestige dont celui-ci a présentement un si grand besoin?

Et puis, tout homme sensé peut-il admettre que les femmes pourraient intervenir, même indirectement, dans l'élection de quelques sénateurs, tandis qu'elles n'interviendraient pas au même titre dans les élections législatives générales?

Si l'on en croyait certains extraits de discours prononcés à la Chambre des Représentants et reproduits aux développements qui ont étayé la proposition de loi, développements rédigés avec beaucoup plus d'habileté que de solide argumentation, les partis de gauche auraient donné, dès 1921, leur adhésion à l'avènement du suffrage provincial féminin pour 1925.

Or, ni le parti libéral, ni le parti socialiste n'ont jamais consenti semblable adhésion, ni à la Chambre, ni au Sénat.

Il y eut bien au Sénat (voir *Ann. parlem.*, session de 1920-1921, séance du 12 octobre, p. 1274), une déclaration à titre purement personnel de M. le Sénateur libéral Bordet qui a cité ses honorables collègues MM. Depage, Despret et Digneffe comme partageant avec lui une opinion favorable au vote féminin, mais il s'empressait d'ajouter qu'il n'avait pas qualité pour parler au nom de la gauche du Sénat, qui ne l'avait d'ailleurs investi d'aucune mission officielle de ce genre. M. Bordet disait encore que ses amis n'avaient pas tous la même opinion sur la question, et qu'il y en avait parmi eux qui étaient adversaires du droit de suffrage des femmes.

M. le comte Goblet d'Alviella déclara aussi que, personnellement « il n'était pas irréductiblement hostile au vote des femmes dans les élections provinciales ».

De son côté, M. Paul Hymans à la séance de la Chambre des Représentants du 14 juillet 1921, avait déjà déclaré en son nom personnel et au nom de deux de ses collègues libéraux, MM. Max et Boël, qu'ils voteraient l'attribution aux femmes du droit du suffrage provincial.

Ce sont là les seules déclarations qui aient été émises par des mandataires libéraux. De ceux-ci, cinq seulement siègent encore au Parlement : trois au Sénat et deux à la Chambre.

M. Vandervelde, alors ministre de la Justice, à la même séance du Sénat où MM. Bordet et Goblet d'Alviella formulèrent leur opinion respective, déclara à son tour, que lui-même et vingt-huit parlementaires socialistes de ses amis dont il donna les noms, étaient ralliés au suffrage féminin provincial, et qu'ils

voteraient une loi dans ce sens pour les élections provinciales de 1925, tandis que d'autres mandataires socialistes entendaient maintenir leur opposition au droit électoral des femmes.

Toutes ces déclarations ne lient point les partis; elles lient uniquement — si tant est que des mandataires puissent revendiquer le droit de se lier de la sorte pour l'avenir — les personnalités qui les ont émises.

Il faut ajouter, pour mémoire, que ces déclarations formulées à la séance du Sénat du 12 octobre 1921 le furent, immédiatement après le dépôt sur le bureau du Sénat, d'une proposition de loi émanant de MM. les sénateurs Ligy, Speyer et Vinck, tendant à admettre pour les élections provinciales de 1921 seulement, le même régime électoral que pour la Chambre des représentants; et M. Ligy, développant brièvement, séance tenante, la susdite proposition qui fut d'ailleurs votée le jour même sans avoir été soumise préalablement à une Commission, et qui fut renvoyée sur le champ à la Chambre, se borna à émettre l'espoir que la prochaine législature accorderait à la femme les mêmes droits qu'à l'homme en ce qui concerne les élections provinciales. « La solution proposée, ajoutait-il, réserve, il est vrai, l'avenir; mais j'ai la confiance que ceux qui ont déclaré solennellement dans cette enceinte être partisans du suffrage féminin et n'ont été empêché de le décréter en ce moment qu'en raison d'engagements temporaires, voteront la réforme lorsqu'au lendemain des élections législatives, si je suis réélu au Sénat, je la proposerai. »

Tout ceci confirme donc bien qu'il n'y eut aucun engagement pris par des groupes parlementaires de gauche en tant que groupes, et qu'il n'y eut que des déclarations faites à titre purement personnel par quelques mandataires. C'est ce qui amenait le lendemain, 13 octobre 1921, M. Mechelynck à dire à la Chambre avec beaucoup de raison et ce, à l'encontre de l'opinion contraire émise par M. Woeste, que la proposition Ligy et consorts réservait d'une façon absolue à la nouvelle législature le soin de déterminer le droit électoral provincial.

Il résulte de tout ceci qu'il n'est pas exact, ainsi qu'il est dit aux Développements étayant la proposition de loi, que cette proposition, apporte à l'électorat provincial « *une solution jugée inévitable depuis 1921* ». A la vérité, ce qui est inévitable c'est la confection d'une loi électorale provinciale; mais ce qui est parfaitement évitable c'est d'insérer dans cette loi le droit électoral féminin.

La proposition soumise à la Chambre tend à résoudre un problème politique. Elle émane exclusivement de la droite qui paraît être unanime à l'appuyer énergiquement. La grande majorité des deux gauches, de son côté, y est énergiquement hostile. Enfin, la gauche libérale de la Chambre toute entière, y compris les deux honorables membres favorables à l'idée émise par la proposition de loi, est unanime à considérer que tout débat parlementaire sur cette question serait en ce moment inopportun.

Pendant les trente-cinq années où la droite a possédé le pouvoir, celle-ci n'a pas songé un instant au droit électoral féminin, tandis que depuis le jour où le suffrage universel des hommes l'a dépossédée elle paraît s'être éprise pour lui d'une passion irrésistible. Espère-t-elle, grâce à l'appoint du vote féminin qu'elle tend à introduire par étapes dans les élections à tous les degrés, regagner un

jour ce qu'elle a perdu, l'expérience acquise aux dernières élections communales lui ayant apporté la preuve de tout le profit qu'elle pourrait en tirer? Tout porte à le faire croire; et en présence de cette œuvre de parti que paraît être la proposition de loi, nul ne pourra s'étonner si le parti libéral, qui se sent particulièrement visé, prend une attitude défensive.

Le parti libéral est intimement convaincu que son sort est étroitement lié aux intérêts suprêmes de la Patrie et cela suffit pour établir qu'il possède toute la vitalité nécessaire à la défense de son existence.

C'est pour ces raisons que la proposition de MM. Pussemier et consorts est de nature, non seulement à irriter les partis, mais encore à provoquer une mésentente extrêmement grave au sein de la majorité parlementaire auprès de laquelle le Gouvernement trouve aujourd'hui un légitime appui.

Certaines questions, appuyées par les partis de Gauche et, sans aucun doute, moins irritantes que celle du suffrage féminin ont été récemment, par égard pour la Droite et pour répondre au vœu de la déclaration ministérielle, aisément remises à plus tard.

Il serait tout au moins regrettable que l'on ne puisse trouver sur les bancs de la Droite, autant que sur les bancs de la Gauche, cette bonne volonté de tous à laquelle M. le Premier Ministre faisait, le 18 mars, un appel si émouvant.

LÉON JOUREZ.

(N° 237)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 15 MEI 1924.

Wetsvoorstel betreffende de kiesbevoegdheid voor de Provincie ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN
HEER DE WOUTERS D'OPLINTER.

MIJNE HEEREN,

De quaestie van de kiesbevoegdheid voor de provincie bekommert thans niet alleen het Parlement, maar al de Belgen die belang hebben bij de evolutie van onze binnenlandsche politiek, en iedereen weet dat ze talrijk zijn! Heden staat het vrouwenkiesrecht op het spel, wat de vurige aandacht van onze aanminnige medeburgeressen op de Kamerdebatten vestigt.

Reeds wordt er een hevige pennetwist gevoerd; ook moet uw verslaggever, meer dan ooit, er zich bij beperken objectief samen te vatten de besprekingen welke in de onderscheidene afdelingen en in de Middenafdeeling hebben plaats gehad.

Een eerste punt moet worden vastgesteld: het beginsel van het vrouwenkiesrecht wordt niet meer besproken. Overigens, voltrekt het stilaan zijn reis om de wereld. Op al onze banken vindt men er overtuigde voorstanders van. Het is bekend dat het de sympathie van de meerderheid der Kamer bezit.

Men zou moeilijk kunnen begrijpen dat het anders ware. Sinds lang werd er theoretisch over geredetwist, om te weten of het kiesrecht een openbare functie was waartoe alleen de meest bekwamen konden geroepen worden ofwel een recht dat eigen is aan de hoedanigheid van burger.

Onze kieswetgeving heeft zich geleidelijk omgevormd van het eerste dezer stelsels tot het tweede. Reeds, in 1893, bij de eerste herziening der Grondwet, heeft het Parlement het algemeen kiesrecht gehuldigd. Het cijnskiesstelsel

(1) Wetsvoorstel, n° 152.

(2) Samenstelling van de *Middenafdeeling*: de heeren TIBBAUT, voorzitter, DE WOUTERS D'OPLINTER, RENKIN, DELATTRE, DE BUE, CARTON DE WIART en JOUREZ (L.).

verdween met het beginsel waarvan het uitging, en het Parlement verwierp insgelijks het bekwaamheidskiesrecht dat slechts een eenvoudige omvorming was van ons kiesstelsel, waardoor de categorieën van bevoorrechte burgers werden gevestigd op bredere en democratischere grondslagen. Dienvolgens kwam het voor alsof het meervoudig kiesrecht slechts een rustpunt was op den weg naar een meer radicale hervorming welke, inderdaad, door de herziening van 1921 werd verwezenlijkt.

De Grondwetgevende Kamer wilde het zuiver en eenvoudig algemeen kiesrecht. Vroeg of laat, zal men tot een volledige oplossing geraken : de toelating der vrouwen tot de kiesbevoegdheid ten zelfden titel als de mannen. Gewis, mag men dit gevolg betreuren van onze principieele toetreding tot het algemeen kiesrecht, doch wij moeten, met de Toelichting vaststellen dat het logisch is en het eenige middel om de werking van het *werkelijk algemeen kiesrecht* te verzekeren.

* . *

Het omstandig onderzoek van de beweegredenen, welke in de Afdeelingen door de bestrijders van het onderhavige wetsvoorstel werden aangevoerd, laten ons vaststellen dat tegen het verleenen van de kiesbevoegdheid aan de vrouwen geen grondig bezwaar is opgeworpen geworden. Ternauwernood kon men op de uitgebrachte bewering ingaan, dat de vrouwen niet wenschen te kiezen en dat het, dienvolgens, onnoodig was haar uit eigen beweging, als eene gunst, een recht aan te bieden waarvoor zij zeer onverschillig zijn. Men zegde ook dat de vrouw veel gemakkelijker dan de man sommige invloeden zou ondergaan, welke hare stemming zou vervalschen. Uw verslaggever redetwist hier niet over, hij beperkt zich hetzelve aan te stippen.

Voor het overige, betreffen al de voorgebrachte beweeggronden enkel en alleen de gepastheid van het voorstel.

De meeste tegenstrevers zijn van meening dat het ontijdig is. De toelating der vrouwen tot het kiesrecht moet, volgens hen, stapsgewijze geschieden, ten einde aan het vrouwenkieskorps een politieke opleiding te geven welke thans ontbreekt. In den grond, wordt die zienswijze door vele anderen van onze collega's gedeeld, die daarin geen reden hebben gevonden om het wetsvoorstel te verwerpen, — wel het tegendeel. Zij zijn, inderdaad, van oordeel dat het onderhavige wetsvoorstel natuurlijkerwijze zou komen te liggen tusschen het sedert vier jaar in voege zijnde gemeentekiesrecht en het vrouwenkiesrecht voor de Kamers, waarvan de tekst zelf van het nieuwe artikel 47, door de grondwetgevende Kamer van 1921 aangenomen, de invoering doet voorzien. De lengte der noodig geachte stappen is geenszins beslissend en kan door ieder van ons verschillend worden beoordeeld.

Men heeft ook de vrees uitgedrukt dat geschillen zouden oprijzen tusschen beide Kamers, daar de tusschenkomst der vrouwen, onrechtstreeks, eene meerderheid zou kunnen in den Senaat brengen welke, op aanzienlijke quæsties, eene andere zienswijze zou hebben dan de Kamer. Daarop werd geantwoord dat, van nu af aan, het kiezerskorps voor den Senaat niet hetzelfde is als dat voor

de Kamer (provinciale en geëcoopteerde senatoren). Dit onderscheid is gewild geworden. Het verschil van de vereischten tot verkiesbaarheid leent zich, overigens, tot dezelfde opmerkingen. Zij bestaat echter in onze Grondwet sedert de stichting van onze Onafhankelijkheid. Tot nog toe werd daartegen geen ernstig bezwaar ingebracht. De mogelijkheid van verschil in opvatting tusschen den Senaat en de Kamer strookt zeer wel met den geest van onze instellingen. Zij is het uitvloeisel van de normale werking van een parlement uit twee Kamers bestaande. Die mogelijkheid op volstrekte wijze willen wegnemen, zou zooveel beteekenen als de rol van de Senaat te willen beperken tot een zuiver en eenvoudig registreeren van de beslissingen door de Kamer der Volksvertegenwoordigers genomen.

Herhaaldelijk heeft men ook, tijdens de besprekingen in de afdeelingen, doen opmerken dat het wetsvoorstel niet had moeten ingediend worden en, in elk geval, niet zou moeten behandeld worden vanaf de eerste weken eener Regeering welke tot stand is gekomen op een programma van economisch herstel, bij uitsluiting van de politieke en andere vraagpunten welke worden aangezien als van prikkelenden aard te zijn. Dit is een kiesch onderwerp waarover de Middenafdeeling geen beslissing heeft te nemen. Wil men daarover met kennis van zaken oordeelen, dan moet men niet vergeten dat de wet van 1921 slechts geldig is voor de provinciale verkiezingen welke dadelijk op die wet zijn gevolgd.

Op dit oogenblik zijn wij in deze zaak zonder wetgeving, hetgeen — eventueel — voor gevolg zou kunnen hebben een hinderpaal te stellen aan het gebruikmaken van het Koninklijk voorrecht : de Kamers te ontbinden. Overigens, moet de Kamer alleszins de kiesbevoegdheid voor de provincie regelen vóór de verkiezingen van 1925, en dit ten bekwamen tijde om het opmaken der kiezerslijsten, welke die ook zijn, mogelijk te maken. Indien men rekening houdt met de normale tijdsbestekken, zou met het opmaken dezer lijsten in Juni e. k. moeten worden aangevangen.

De gedachte werd geuit dat het beter geweest ware de Regeering toe te laten dit ontwerp zelf in te dienen; doch het is klaar dat die handelwijze den aard van het debat geenszins zou veranderd hebben. Het is, trouwens, niet twijfelachtig dat, indien het vrouwenkiesrecht uit de regeeringsformule zou geweerd geweest zijn, de voorstanders van deze hervorming een amendement zouden ingediend hebben.

Hoe men de zaak ook beschouwe, het debat kon niet ontweken worden. Het is, dienvolgens, onnoodig aan te dringen op de in 1921 genomen verbintenissen en die volstaan om de indiening van het voorstel te wettigen en ook de verwachting zijner voorstanders om het eene meerderheid te zien bekomen. Daaromtrent geeft de Toelichting zeer nauwkeurige aanduidingen. In 1921, waren de partijen het eens om te verklaren dat de quaestie van het vrouwenkiesrecht voor de provincie vóór de verkiezingen van 1925 zou opgelost worden. Dienvolgens, is de Kamer verplicht ze op haar agenda te brengen.

Onder de tegenstanders, is er een zeker aantal die niet hebben verborgen dat hunne stemming beïnvloed was door het vooruitzichte der aanzienlijke kies-

voordeelen welke de nieuwe wet, naar hunne meening, aan een of andere partij zou verschaffen. Uw verslaggever dacht niet dit argument naar voren te brengen indien het hem niet nuttig ware gebleken aan te stippen dat, in al de afdeelingen en zelfs in de Middenafdeeling, men er op heeft gewezen dat het aannemen van het stelsel der evenredige vertegenwoordiging voor de verkiezing der Bestendige deputaties van de Provinciale raden een afdoende lapmiddel zou zijn voor de bovenvermelde bezorgdheden. Dit zij gezegd ten titel van vermelding, want het behoort aan de Kamer alleen de orde van hare debatten te regelen. Bij haar werd, inderdaad, sinds eenigen tijd reeds, een wetsontwerp tot invoering van deze hervorming aanhangig gemaakt.

In de afdeelingen werd het wetsvoorstel goedgekeurd door 78 tegen 54 stemmen en 1 onthouding. In vier afdeelingen werd het gunstig onthaald.

De Middenafdeeling heeft het wetsvoorstel insgelijks met 5 tegen 2 stemmen goedgekeurd.

De Verslaggever,
FERNAND DE WOUTERS.

De Voorzitter,
ÉM. TIBRAUT.

NOTA

De ondergeteekende, behoorende tot de minderheid van de Middenafdeeling, meent te moeten in het midden brengen, om de hooger aangewezen redenen, dat het veel minder de grond zelf is van het vraagstuk van het vrouwenkiesrecht voor de provincie, dat men thans moet op het oog houden, dan wel de gepastheid op dit oogenblik en bij dezer gelegenheid een parlementair debat uit te lokken.

Toen het tegenwoordig Ministerie werd samengesteld, dat zich voor de Kamers aanbod op 18 Maart j. l., legde de Eerste Minister, namens de Regeering, eene verklaring af waarvan de eerste zinnen de aandacht verdienen, en die het volstrekt noodig is hier te herhalen : « De Regeering die zich voor u aanbiedt, zegde de Eerste Minister, werd gevormd op het oogenblik waarop het land zich tegenover de zwaarste moeilijkheden bevindt die het, sedert den wapenstilstand, heeft ontmoet. Diep bewust van de hinderpalen die voor ons liggen, vragen wij u daarom al de vraagstukken die prikkelen of verdeelen, van kant te laten... », en hij voegde er bij : « Er zijn oogenblikken waarop de wederzijdsche verdraagzaamheid, de eendracht bij allen die van goeden wil zijn, een plicht is. »

In de heerschende omstandigheden had men niet beter kunnen zeggen.

Welnu, de politieke vraagstukken waarover een diep meeningsverschil oprijst in den schoot van de Wetgevende Kamers, zijn over het algemeen vraagstukken die hartstochtelijke besprekingen uitlokken, die prikkelen en verdeelen; en men zou moeilijk kunnen beweren dat het vraagstuk betreffende het vrouwenkiesrecht niet een prikkelende quæstie is.

In de liberale partij namelijk, behoudens enkele verklaringen ten gunste van het vrouwenkiesrecht vroeger uitgebracht door eenige mandatarissen en thans teruggetrokken, oordeelen de eenen dat over het algemeen, met uitzondering nochtans van eenige feministische dames, die met bewonderenswaardigen ijver opkomen voor het recht deel te nemen aan de verkiezingen in alle graden, de vrouwen meestal tegen het kiesrecht zijn, of ten minste, dat zij te dien aanzien eene volslagen onverschilligheid aan den dag leggen. Zij denken bovendien dat de verzoekschriften door vrouwen aan het Parlement gezonden om voor de vrouwen het recht te bekomen deel te nemen aan de politieke verkiezingen, gezien de goedwilligheid waarmee gewoonlijk de handteekeningen worden verleend door degenen die ze vragen, noch het bestaan bewijzen van eene ernstige vrouwenbeweging, noch den spontanen wil van de groote massa der vrouwen om dit recht te bekomen.

Anderen meenen dat de vrouwen tot hertoe niet voldoende werden voorbereid voor het bestuur van de openbare zaken; anderen nog zijn, wat betreft de oprechtheid der stemmingen, bevreesd voor de verderfelijke invloeden die bijna

onvermijdelijk de vrouwelijke kiezers omringen. Eindelijk, velen meenen dat al deze ernstige bezwaren zich te gelijk zullen voordoen, en zij denken, zonder zich daarom principieel te verzetten tegen het vrouwenkiesrecht, dat het voor de wetgeving voorbarig zou zijn het nu toe te staan.

Men moet anderzijds in aanmerking nemen dat, krachtens de Grondwet, de leden van de Kamer der Volksvertegenwoordigers en de leden van den Senaat worden gekozen door hetzelfde kiezerskorps, samengesteld uit het algemeen stemrecht van de mannen. Neemt men aan dat de vrouwen provinciale raadsleden zullen kunnen kiezen en eventueel, zooals eenigen het hopen, de tegenwoordige meerderheid van dezen of genen provincieraad doen vallen, dan zal daar kunnen uit voortvloeien dat een zeker getal Senators, gekozen door de provincieraden, aan een der partijen van de Hooge Kamer eene volstrekte meerderheid bezorgen, terwijl er in de Kamer der Volksvertegenwoordigers geene enkele meerderheid bestaat. Wat een bron van onontwarbare conflicten zal er uit een dergelijken parlementairen toestand niet voortspruiten? Oordeelt men niet dat de taak van de Regeering reeds moeilijk en ondankbaar genoeg is? Wil men, door aldus te handelen, het gezag en het aanzien waaraan zij thans zoo groote behoefte heeft nog verminderen?

En dan, kan een ernstig mensch aannemen dat de vrouwen tusschenkomen, zelfs onrechtstreeks, in de verkiezing van eenige senators, wanneer zij niet met hetzelfde recht zouden tusschenkomen in de algemeene wetgevende verkiezingen?

Moet men geloof hechten aan eenige uittreksels van redevoeringen uitgesproken in de Kamer der Volksvertegenwoordigers en aangehaald in de Toelichting die het wetsvoorstel steunt, toelichting met veel meer behendigheid dan met ernstige bewijsvoering opgesteld, dan zouden de partijen van links, reeds in 1921, hunne instemming betuigd hebben tot het invoeren van het provinciaal vrouwenkiesrecht voor 1925.

Welnu, noch de liberale, noch de socialistische partij hebben hunne instemming daartoe gegeven, noch in de Kamer, noch in den Senaat.

In den Senaat (zie *Handel. Sen.*, zittingsjaar 1920-1921, vergadering van 12 October, bl. 1274), is er wel eene louter persoonlijke verklaring geweest van den liberalen senator Bordet, die zijne collegas, de heeren Depage, Despret en Digneffe heeft genoemd als zijnde met hem gunstig gestemd tegenover het vrouwenkiesrecht, maar hij voegde er dadelijk bij dat hij niet aangewezen was om namens de linkerzijde van den Senaat te spreken, die hem, ten andere, geene officiële opdracht van dien aard gegeven had. De heer Bordet zegde nog dat zijne vrienden niet allen dezelfde meening hadden over de quæstie, en dat er sommigen onder hen gekant waren tegen het stemrecht van de vrouwen.

Ook graaf Goblet d'Alviella verklaarde dat « hij niet onverzettelijk vijandig gezind was tegenover het vrouwenkiesrecht voor de provinciale verkiezingen ».

Zijnerzijds, had de heer Paul Hymans, ter Kamervergadering van 14 Juli 1921, reeds uit eigen naam en namens twee zijner liberale collega's, de heeren Max en Boël, verklaard dat zij het vrouwenkiesrecht voor de provincie zouden goedkeuren.

Dat zijn de eenige verklaringen gedaan door liberale mandatarissen. Van deze mandatarissen hebben er nog slechts vier zitting in het Parlement.

De heer Vandervelde, toen minister van Justitie, verklaarde ter zelfde Senaatvergadering waarop de heeren Bordet en Goblet d'Alviella respectievelijk hunne meening uitdrukten, dat hij zelf en acht en twintig socialistische parlementsleden, wier namen hij opgaf, voorstanders waren van het vrouwenkiesrecht voor de provincie, en dat zij hunne goedkeuring zouden hechten aan éene wet, met dien verstande opgesteld tegen de provinciale verkiezingen van 1925, terwijl anderzijds, zegde hij, andere socialistische mandatarissen tegenstanders bleven.

Al deze verklaringen zijn niet bindend voor de partijen; zij zijn enkel bindend voor de personen die ze hebben uitgebracht — indien, wel te verstaan, mandatarissen het recht kunnen opeischen zich derwijze voor de toekomst te binden.

Er dient te worden aan herinnerd, dat deze verklaringen ter Senaatvergadering van 12 October 1921 juist werden uitgebracht na de neerlegging, in den Senaat, van een wetsvoorstel uitgaande van de senatoren Ligy, Speyer en Vinck, tot het aannemen, enkel voor de provinciale verkiezingen van 1921, van een zelfde kiesregeling als voor de Kamer der Volksvertegenwoordigers; de heer Ligy, gaf op dezelfde vergadering eene korte toelichting van het voorstel dat denzelfden dag werd goedgekeurd zonder het onderzoek van eene Commissie af te wachten, en werd terstond naar de Kamer verzonden; de heer Ligy bepaalde zich er dus bij, de hoop uit te drukken, dat de eerstkomende wetgevende Kamers dezelfde kiesrechten voor de provincie aan de vrouw als aan den man zouden toekennen. « De voorgestelde oplossing, voegde hij er aan toe, is weliswaar niet bindend voor de toekomst; doch ik vertrouw er op dat zij, die plechtig in deze vergadering hebben verklaard voorstanders te zijn van het vrouwenkiesrecht en slechts wegens tijdelijke verbintenissen verhinderd werden hunne meening thans te bekrachtigen, de hervorming zullen goedkeuren wanneer ik, na de verkiezing, — indien ik verkozen ben — het voorstel terg zal indienen. »

Dit alles bevestigt dus wel, dat geen enkele verbintenis werd aangegaan door de parlementaire groepeeringsen der linkerzijden, als groepeeringsen wel te verstaan, en dat de verklaringen slechts persóonlijke uitingen van enkele mandatarissen waren. Op grond daarvan meende dan ook de heer Mechelynek, d. d. 13 October 1921, terecht in de Kamervergadering te mogen verklaren, tegen het gevoelen van wijlen den heer Woeste in, dat het voorstel Ligy c. s. geenszins bindend was voor de toekomst en de nieuwe wetgeving het kiesrecht voor de provincie bepalen moest.

Uit dit alles blijkt, dat het niet juist is, wanneer men beweert, zooals wordt gedaan in de Toelichting van het wetsvoorstel, dat dit voorstel aan het kiesrecht voor de provincie *eene oplossing bezorgt welke sedert 1921 onvermijdelijk werd geacht*. Waar is het ja, dat eene kieswet voor de provincie onvermijdelijk is geworden; doch het kiesrecht voor de vrouw kan er volkomen uit geweerd worden.

Het aan de Kamer onderworpen voorstel streeft naar de oplossing van een politiek vraagstuk. Het voorstel gaat uitsluitend uit van de rechterzijde die eensgezind schijnt om het met alle krachtadigheid te steunen. De groote meerderheid der beide linkerzijden is er, anderzijds, sterk tegen gekant. Ten slotte, is gansch de liberale linkerzijde der Kamer, met inbegrip der twee leden

die het voorstel gunstig waren, van gevoelen dat elk parlementair debat over dit vraagstuk vooralsnu ongelegen komt en onaannemelijk is.

Tijdens de vijf en dertig jaren dat de rechterzijde het bewind in handen had, heeft zij geen stond aan het kiesrecht der vrouwen gedacht, terwijl zij, van stonden aan dat zij door het algemeen stemrecht der mannen werd onttroond, eene voorliefde voor het vrouwenkiesrecht schijnt te hebben opgevat. Hoopt de rechterzijde, dank zij het vrouwenkiesrecht dat zij geleidelijk voor al de graden wil invoeren, eensdaags te winnen wat zij verloren heeft; de ervaring bij de jongste gemeenteraadsverkiezingen opgedaan, heeft haar inderdaad laten zien al het profijt dat zij er kon uittrekken. Men zou het gelooven; en tegenover dit partijgedoe zal niemand verwonderd staan, zoo de liberale partij, die zich inzonderheid door het wetsvoorstel getroffen voelt, zich te weer stelt.

De liberale partij is innig overtuigd dat haar lot nauw verbonden is aan 's Lands hoogste belangen en dit is voldoende om te bewijzen dat zij de vereischte leefbaarheid bezit om haar bestaan te verdedigen.

Om deze redenen is het voorstel Pussemier *c. s.*, niet enkel van aard om de partijen op te hitsen, doch ook om een zeer erg misverstand te wekken bij de militaire meerderheid waar de Regeering heden ten dage een rechtmatigen steun vindt.

Sommige vraagstukken, door de partijen der linkerzijde gesteund en ongetwijfeld minder tot ophitsing geschikt dan het vraagstuk van het vrouwenkiesrecht, werden ten aanzien van de Rechterzijde en om aan den wensch der ministerieele verklaring te beantwoorden, verdaagd; aldus de wetsvoorstellen op de lijkenverbranding en den rechterlijken eed.

Het ware minstens te betreuren dat men, zoowel op de banken der Rechterzijde, als op de banken der Linkerzijde, niet denzelfden goeden wil zou aantreffen, waarop de Eerste Minister den 18ⁿ Maart een zoo treffend beroep deed.

LÉON JOUREZ.
